



1^{ER} OCTOBRE 2024



Toutes et tous dans la rue pour défendre les services publics et se battre pour les urgences sociales !

Les élections législatives et le désaveu des politiques néolibérales d'E. Macron ne lui ont pas servi de leçon. Malgré le rejet massif des réformes des retraites et de l'assurance chômage, l'appel à augmenter urgemment les salaires et à reconstruire des services publics ambitieux sur le territoire, le Président de la République a choisi un Premier ministre de droite qui a d'ores et déjà annoncé des réformes à venir en matière d'immigration et de sécurité, pour donner des gages à l'extrême-droite. C'est inacceptable !

L'enjeu premier de la rentrée pour nos professions demeure le projet de loi de finances pour 2025. Actuellement, les travaux ont pris un retard considérable, les ministres démissionnaires bloquent les « *lettres plafond* » malgré la demande répétée de la commission des finances de l'Assemblée nationale de les obtenir, dans un contexte de fort déficit public. La situation est explosive.

Cette loi de finances va être déterminante pour toutes les entreprises de l'audiovisuel public car son financement provisoire (assis sur une part de la TVA) est sur le point de tomber d'ici la fin de l'année. Des milliers d'emplois sont en jeu.

Dans le spectacle vivant, nous devons éviter de nouvelles coupes budgétaires et obtenir le refinancement du service public tout en pérennisant le Fonds national pour l'emploi pérenne dans le spectacle (FONPEPS). Le contexte budgétaire est tel que dès l'été Bercy a annoncé la nécessité de coupes massives dans tous les ministères sans envisager une seule minute des mesures de justice fiscale (taxation des profits et hyper-riches). Cette lutte est celle des emplois et des salaires. Bon nombre d'entre nous ont des plannings de travail vides pour la saison à venir, les structures sont exsangues et si nous ne nous mobilisons pas, c'est un plan de licenciement massif et silencieux qui sera mis en œuvre.

Si la réforme d'assurance chômage a été mise entre parenthèses, elle pourrait revenir très rapidement dans ce contexte budgétaire. Nous devons nous y préparer et pousser nos propositions comme la mise en œuvre de l'[accord](#) du 27 octobre 2023 sur l'intermittence du spectacle ou la proposition parlementaire de loi sur la continuité de revenus des artistes auteur·ices. Nous avons l'opportunité historique de revenir sur la réforme des retraites, le bloc central ayant été mis en minorité à l'Assemblée nationale. Tout dépendra de l'importance du mouvement social qui sera mis en œuvre.

Comme nous l'avons fait avant l'été pour soutenir le programme du Nouveau Front Populaire, que nous estimons le plus proche de nos revendications, il est urgent d'engager une mobilisation pour mettre la pression sur l'Assemblée nationale et le gouvernement pendant tout l'examen de la loi de finances pour gagner des perspectives pour l'avenir et faire reculer l'extrême-droite dans ce pays !

La CGT Spectacle appelle à la grève et à rejoindre les mobilisations interprofessionnelles mardi 1^{er} octobre 2024 ! Le Front Populaire est avant tout le mouvement social, donnons-nous les moyens de nos ambitions !



Retrouvez tous les rdv en flashant ce [QR code](#) (actualisation régulière)
ou rapprochez-vous des syndicats

Paris, le 20 septembre 2024